

Toujours plus d'enfants maltraités en Asie

Partage international n° 74 - Octobre 1994

Adoptée en 1989 et ratifiée par plus de 117 pays, la Convention des droits de l'enfant des Nations unies demande aux gouvernements des pays signataires de protéger les enfants des mauvais traitements et d'assurer leurs besoins élémentaires de nourriture, d'éducation et de logement. Cependant, de nombreuses ONG s'occupant d'enfants dans toute l'Asie estiment que cette convention restera un document vide de signification, tant que les gouvernements n'imposeront pas leur volonté politique de la faire appliquer sincèrement.

Les participants d'un séminaire régional sur les droits de l'enfant, qui s'est tenu récemment à Chiang Mai, en Thaïlande, ont souligné qu'il ne fallait pas s'attendre à un tel engagement politique de la part de la plupart des gouvernements asiatiques et que celui-ci devait leur être imposé sous l'effet de la pression de mouvements sociaux. L'un de ces mouvements, la South Asian Coalition on Child Servitude (SACCS) (Coalition de l'Asie du Sud contre l'esclavage des enfants), a adopté une stratégie associant des méthodes d'action directe et des consommateurs constitués en groupe de pression. Au cours des dix dernières années, la SACCS a organisé en Inde des contrôles dans les ateliers pratiquant les

salaires au rabais, et a persuadé les importateurs de boycotter les tapis produits par le travail des enfants. Les organisations s'occupant des droits des enfants font remarquer que les sanctions commerciales envers les entreprises exploitant les enfants permettent de combler une lacune essentielle dans la Convention des Nations unies, qui ne prévoit aucune mesure coercitive envers les gouvernements ne faisant pas face à leurs obligations en matière de droits des enfants. Les participants au séminaire de Chiang Mai ont souligné que le fait de placer les thèmes relatifs aux droits des enfants en tête des ordres du jour des partis politiques et des industries était une manière de les présenter comme une part inaliénable des droits élémentaires de l'homme.

Asie

Sources : IPS

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)